

envoyées aux trois cent douze communautés de Bresse, et le 7 décembre, plus d'une centaine d'entre elles réunies aux corps, compagnies et juridictions de Bourg, approuvent la requête. Lalande est alors la figure de proue du patriotisme burgien à Paris.

Il doit rencontrer Necker début janvier 1789 et lui présenter la requête du Tiers-Etat de la ville. Mais malgré les accointances dont il peut disposer à Versailles et celles tout aussi puissantes de Valentin-Duplantier auprès de Marie-Antoinette, Lalande et Valentin-Duplantier sont assez mal accueillis et les doléances dont ils sont porteurs sont amalgamées à celles venant de la province, au profit des Parlements. Toutefois, l'action du Tiers-Etat jette dans la région, à Chalon et Dijon, les germes de la départementalisation.

Face à ce qui considère comme une injustice, l'Humaniste qu'est Lalande ne peut rester sans bouger et rejoint le cortège de ses jeunes magistrats du bailliage dont il se défie du manque de tact : pour aider l'émulation des choses, et faire valoir la justice des représentations de Bresse, il fait insérer le discours de Valentin-Duplantier à Necker dans la Gazette de Leide.

Acteur de cette vie politique naissante, dont le petit peuple reste toutefois éloigné, il regarde et prend note, avec le recul du philosophe mais avec le respect de l'humaniste, de l'acte du comte de Montrevel contre les privilèges de la noblesse du 5 mars 1789. Il ne le critique pas mais n'encourage pas bien qu'idéologiquement et moralement il l'approuve. Mais, sage, sans doute trouve-t-il cet acte de renonciation un peu rapide.

Au milieu de cette tourmente c'est en philosophe que les élections aux Etats-Généraux le fascine bien qu'il dénonce l'esprit de parti qui les agite.

Si les événements ne le laissent pas de marbre, il continue néanmoins à garder ouvert ses centres d'intérêts scientifiques et culturels, ainsi dès janvier 1789, Lalande se prend d'un grand intérêt pour la découverte de monnaies et de médailles romaines à Brou qui l'amène à se montrer très critique vis-à-vis des théories, qu'il juge là aussi enthousiastes, sur le premier peuplement de Brou par Thomas Riboud.

Alors que les députés aux Etats-Généraux vont à Paris, la Révolution « le trouve tout naturellement plutôt bien disposé à l'égard des idées nouvelles »³, lui qui est naturellement intéressé par la chose publique.

du patriote au monarchien

Alors que le futur département est troublé par les événements de l'été 1789 incarnés par la Grande Peur, ces troubles sont occultés par son intérêt pour l'histoire de Bresse, Bugey et Dombes de Gacon. Toutefois en savant, il déplore la démolition des portes de la ville de Bourg, au moment où on annonce des bandes de brigands armés.

De retour à Bourg, le 9 septembre 1789, il assiste aux manœuvres fraternelles des gardes nationaux et, sans sourciller, peut-être même avec un humour à l'anglaise, regarde les premiers logements de militaires chez les privilégiés.

Durant cet automne 1789, il applaudit à la formation de l'embryon de la municipalité de Bourg et regagne Paris le 15 octobre.

Dès le début de 1790, comme beaucoup des lettrés du département, tels Brillat-Savarin ou Thomas Riboud, il suit avec intérêt les étapes de la création du département dont il se félicite : Bourg devient la première ville de France, non plus seulement à ses yeux, mais à ceux de la France.

De même, homme de communication, il voit d'un bon œil la création de la Gazette Universelle de Cerisier, comme il soulignera, en 1792, la parution du Journal de l'Ain.

Bien que moins actif au premier plan, Lalande continue de prendre une part relativement active à la Révolution : ainsi, il assiste à la fête de la Fédération de Paris, sans doute avec les députés de l'Ain et les gardes nationaux fédérés, puisqu'il en loge une partie.

Lalande, athée, patriote, ne déplore pas de la proclamation de la Constitution Civile du Clergé, le 12 juillet 1790, bien accueillie dans le département, ni du serment imposé aux ecclésiastiques. Il se penche même sur le cas des réfractaires qu'il ne justifie ni ne plaint mais dénomme comme tel.

C'est à partir du mois d'août 1790, qu'il se met en recul des événements révolutionnaires bressans et burgiens et se met en marge de la vie politique parisienne. Alors que les partis commencent à émerger avec la formation des sociétés populaires, Lalande se méfie « des enragés » de la municipalité de Bourg, pourtant issus de la même classe sociale que lui et bientôt traités de Girondins par les hommes de l'an II.

Le 1^{er} septembre 1791, Lalande est de retour à Bourg. Toujours intéressé par les mouvements liés à l'émulation de l'esprit politique dans la ville, il commente les élections pour la nouvelle assemblée et craint l'élection de Duhamel, trop jacobin à ses yeux. Il porte ses préférences sur Vaulpré ou Girod, qu'il connaît mais déplore que « les électeurs pour Bourg étaient mal choisis » : Lalande ne comprend pas la machine démocratique qui se met en route sous ses yeux, ni le début de la politisation des foules : pour lui la société populaire de Bourg, fondée dès 1791, est mal composée puisque les gens de conditions ne peuvent y aller. Par contre, il constate que « les gens comme il faut sont tous aristocrates, ils n'aiment point la Constitution, ne vont point à la messe du nouveau curé ».

Ainsi, il assiste, lui qui dit aimer les femmes et l'étude des femmes instruites, à l'émergence de « femmes démocrates » le 8 septembre, dans les rues de la ville, et regarde la fermeture des couvents avec une certaine ironie : il s'amuse à noter le nom des nones qui entrent dans le monde et celles qui, malgré tout restent « enfermées ».

Alors qu'à ses yeux la « canaille » domine les assemblées électorales dès 1790, l'émigration prend corps. Patriote, Lalande, ne prend pas le parti de fuir. Il reste circonspect face à cette attitude réactionnaire, lui un savant des Lumières : il ne blâme pas le départ d'un cercle de ses connaissances mais ne cherche pas à le justifier. Par contre, l'émigration, puis l'enfermement plus tard d'un grand nombre de ses amis et connaissances l'isolent dans un monde qu'il ne comprend plus.

En effet, à partir de 1792, Lalande n'est plus en phase avec la Révolution mais surtout avec les révolutionnaires : ceux des clubs « vexent les gens qui ne sont pas assez révolutionnaire ». Le monde que l'astronome des Lumières a connu est alors en complet décalage avec ce monde qui se construit sous ses yeux et dont un grand nombre de participants ne devaient être que des ombres à ses yeux quelques années auparavant.

Cet isolement est renforcé par une prise de position presque girondine en mai 1793 lorsqu'il dénonce la dérive jacobine et accorde du crédit à la prise de position fédéraliste du Département. Toutefois, Lalande, avisé, se rend compte que cette dérive fédéraliste des hommes du département n'a pas des allures de démocratie mais bien celle d'une petite dictature dont les actes peuvent avoir des répercussions générales.

Avec la mise en place du Gouvernement Révolutionnaire, Lalande se met en marge de la vie politique.

³ PECKER Jean Claude : « L'œuvre scientifique de Lalande » in *Jérôme Lalande*, Les Nouvelles Annales de l'Ain, 1982.

Humaniste et peu favorable, voir hermétique, aux partis, il cache et soigne quelques nobles et quelques prêtres à l'Observatoire de Mazarin à Paris après le 10 août 1792.

La guerre a des répercussions sur l'astronome. En Bresse, l'annonce de la guerre ne l'émeut pas mais la levée des bataillons de volontaires, l'idéal du soldat-citoyen, réveille en lui un patriotisme et un intérêt nouveau et durable⁴. De même, en octobre 1794, il s'intéresse beaucoup à une face cachée de la guerre, la production et la récolte du salpêtre. Il n'hésite alors pas à battre les campagnes et à s'entretenir avec les spécialistes que sont Guillon, médecin de Besançon ou Castagnole de Montmerle.

De fait, lui aussi se réfugie à Paris durant 1793 et 1794, évitant de trop se rendre à Bourg, ce qui lui vaut, le 23 prairial an II, d'être dénoncé comme émigré par des pontévalois, accusation qu'il essaye de prendre avec le bon mot mais qu'il refuse car il ne veut pas être considéré comme un émigré.

Le développement de l'instruction publique, rendu obligatoire le 19 décembre 1793, ne laisse pas Lalande indifférent et la Révolution n'oublie pas cet éminent scientifique et, comme pour les généraux de valeur, elle étend à Lalande la méritocratie en le nommant administrateur du Collège de France. Là, à Paris, où il se trouve souvent, il travaille et lutte pour amélioration du collège voir sa survie en germinal an III. Se regain de travail se trouve justifié par l'intérêt qu'il a pour l'instruction publique, pierre angulaire de l'édifice républicain hissé comme tel dans la déclaration des Droits de l'Homme de 1793.

Si l'instruction publique rapproche Lalande et la Révolution, dès 1790, le symbolisme et son intérêt social et scientifique ne le laisse pas non plus indifférent. En effet, Lalande, présent et intéressé par la fête de la Fédération de Bourg, se déroulant au Bastion, en 1790 se montre partisan du symbolisme révolutionnaire et républicain que sont les arbres de la Liberté, « monuments de nos triomphes », dont

il favorise la plantation au Collège de France, le 10 ventôse an III, et le calendrier qui est à ses yeux « naturel, simple et commode ».

De fait son esprit égalitaire et universel trouve tout au long de la Révolution des points d'accroches avec les idéaux Révolutionnaires. Mais, il reste aussi un homme de l'Ancien-Régime qui ne comprend pas la Révolution sociale de l'an II.

Du thermidorien au bonapartiste

Lalande assiste avec recul à la réaction thermidorienne. Même si il acquiesce tacitement à cette révolution, ce n'est pour lui, dans le principe, qu'un changement de personnel. Toutefois, il reprend goût pour la politique à la société populaire de Bourg, épurée et désormais bien fréquentée et bien composée à ses yeux.

Rapidement, le revirement thermidorien lui apporte un sentiment de bien être. Lui qui se dit trop facilement dédaigneux des plaisirs du monde, se réjouit à l'idée que l'on danse à nouveau chez les dames Chesne à Bourg.

La Convention thermidorienne lui permet de dénoncer les excès⁵ et le vandalisme et de retrouver à Bourg qu'il appelle lui même la « bonne compagnie ». Cette bonne compagnie, qui est celle de son cercle d'amis, se trouve alors augmentée par la libération de bon nombre d'entre eux dont Montburon, Loubat de Bohan à laquelle il prend part et Borsat la Garde. Il se fait alors le partisan discret de l'ordre face à la canaille qu'il redoute. Même si il ne signe pas les pétitions de la société populaire de Bourg contre les ultrarévolutionnaires, il sort tout de même de sa retraite pour cotoyer le représentant du peuple Boisset lors de son séjour à Bourg.

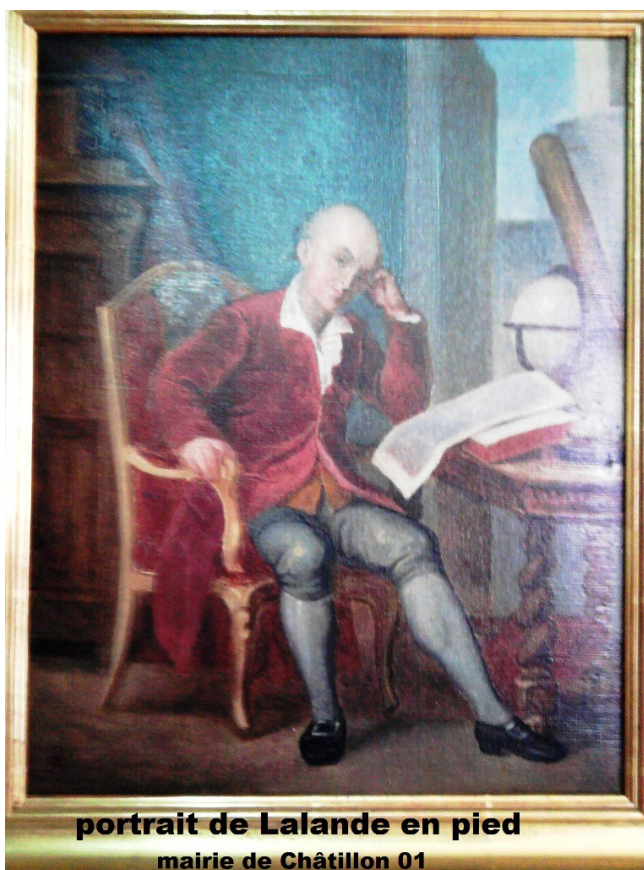
Toutefois le massacre des sans-culottes le 30 germinal an III ne le réjouit pas, mais l'atterre et semble l'éloigner du régime directorial d'autant plus que le représentant du peuple Reverchon en l'an IV, arrive dans l'Ain raffermir jacobinement le département.

Méfiant vis-à-vis des jacobins, il active ses relais parisiens, notamment Carnot et même le général Carteaux qu'il visite le 6 septembre et le 15 octobre 1796, afin de juguler l'influence jacobine avec un certain succès dans le département. Malgré ses efforts pour faire évincer de leur poste les commissaires du pouvoir exécutif jacobins, le coup d'état du 18 fructidor marque un coup d'arrêt à ses manœuvres, en effet « les administrateurs ont changé, les honnêtes gens ont peur ».

Le Directoire et mais surtout le Consulat sont des régimes qui lui plaisent et auquel il contribue en travaillant à en construire les nouvelles institutions, notamment avec sa nomination, le 17 mai 1795. En effet, la révolution de Thermidor ne l'oublie pas et bien que décrié injustement par certains comme un vandale, il est nommé administrateur de l'Observatoire de Paris. C'est donc en tant que tel qu'il continue de s'investir dans la vie des institutions éducatives de France et que de retour à Bourg, il juge avec dépit la pauvreté du corps professoral du collège de la ville.

C'est à partir de 1798, que Lalande revient sur le devant de la scène locale. Il reprend une vie de jouissance et de mondanité. Les élections de 1799 le ravissent, les « bressans sont bien contents ». Il appuie même Riboud pour une place au Corps Législatif contre Tardy.

Son monarchisme éclairé et son goût de l'ordre le mettent en position d'être favorable à l'émergence du « messie botté » que craignait Robespierre. Ca ne sera pas Joubert, pour qui il écrit un éloge funèbre, mais pour un général avec qui il entretient des rapports cordiaux dès la campagne



portrait de Lalande en pied
mairie de Châtillon 01

⁴ En effet, il suit avec honneur les faits d'arme de nos volontaires.

⁵ Dès 1792, il dénonce les saccages de mobilier religieux dans les églises par le peuple.

d'Italie : Bonaparte.

En 1800, Lalande peut enfin noter avec joie : « la justice... (est) en bonnes mains après la Révolution du 9 novembre 1799 ». Pour lui le Premier Consul, « conquérant de l'Egypte », a du Génie. Lalande nage dans le Consulat comme un poisson dans l'eau, applaudissant à la parution du 1^{er} numéro du journal de l'Ain, en 1801, à l'établissement de la Charité et au rétablissement de la Société d'Emulation. Il s'adonne à l'astronomie, à l'archéologie et à la vie mondaine.

Toutefois, le « militantisme athée » de Lalande qui s'est accommodé de la déprêtisation de l'an II et l'an III et qui s'incarne dans le Dictionnaire des Athées, est très vite décrié par l'Empire, redevenu fille aîné de l'Eglise, avec le Concordat ; le 13 décembre 1805, dans une lettre au ministre de l'Intérieur, Napoléon s'offusque de l'athéisme de Lalande et demande au ministre de « *mander M. de Lalande. . . de ne plus rien imprimer et de ne pas obscurcir dans ses vieux jours ce qu'il a fait dans ses jours de force pour obtenir l'estime des savants* »⁶. En effet, Napoléon qui cherche à établir une paix sociale durable juge ses écrits comme « destructeur de toute organisation sociale ». Il s'adresse alors à Lalande en frère mais rappelle que « je serais obligé de me rappeler aussi que mon premier devoir est d'empêcher que l'on empoisonne la morale de mon peuple, car l'athéisme est destructeur de toute morale, sinon dans les individus, du moins dans les nations ». Lalande, sage, ne se met pas en travers de la politique de l'Empereur et promet de ne plus rien écrire fin 1805.

Lalande n'est pas pour autant mis à la marge de la société Impériale. Au contraire. Ses mérites sont récompensés le 17 juillet 1804, date où il est fait chevalier de la Légion d'Honneur. Toutefois, l'attribution de cette décoration lui fait alors dire, avec l'humour qui caractérise les hommes du bon mot, « *des 12.000 étoiles nouvellement découvertes, il n'en est pas une fixe* ».

CADET DE VAUX

Antoine Alexis Cadet de Vaux est né à Paris le 13 septembre 1743, dans une famille nombreuse sans fortune. Après des études classiques, mr de Saint-Laurent le place chez le philanthrope Chamouset. Le 14 octobre 1759, il est nommé apothicaire major gagnant-maîtrise à l'Hotel royal des Invalides au lieu et place de son frère de Gassicourt.

Après son départ des Invalides, le 16 octobre 1766, il s'occupe, de concert avec Antoine Parmentier qui lui succède, d'expériences et de publications relatives à la salubrité publique, à la culture des vins, aux aliments économiques. Il se lie d'amitié avec Benjamin Franklin lors de son séjour en France en tant qu'ambassadeur des États-Unis. En 1769 il ouvre une apothicairerie. En 1777, il a l'idée d'un journal quotidien et en obtient le privilège, le « Journal de Paris » qui est une réussite commerciale dont le bénéfice assure une certaine aisance à Cadet de Vaux, ce qui lui permet de se livrer à des recherches d'utilité publique. Ainsi, il trouve des précautions à prendre pour éviter les nombreux accidents dont étaient victimes les ouvriers qui travaillaient à la vidange des fosses d'aisance ; il attire l'attention sur le cuivre utilisé dans les commerces de vin, il provoque la fermeture du cimetière des Innocents qui infectait tout un quartier de Paris. En association avec Parmentier, il ouvre une école de boulangerie. Il devient membre de la Société académique des Sciences et membre de la Société royale d'agriculture de Paris en 1787. En 1791 et 1792, il présida l'assemblée de son département. Après ce court passage dans la vie politique, il se retire dans son domaine de

Franconville, où il continue à se livrer à ses recherches et à publier un grand nombre d'ouvrages. En 1806, son gluco-oenomètre, indicateur de la qualité des moûts de raisin, est critiqué par un vigneron mâconnais qui n'est autre que Lamartine. Il décède en 1828 chez son fils.

UNE EPEE DE L'INSTITUT D'EGYPTE Exposée au Musée de l'Empéri



⁶ Napoléon cité in Napoléon 1^{er}, n°10, septembre octobre 2001.